

16/04/2020

**Du 2 au 7 avril 2020, 155 entreprises belges ont participé à l'enquête de suivi économique, menée par l'UNISOC en collaboration avec la Banque nationale de Belgique (BNB) au sein du Groupe de gestion des risques économiques (ERMG), dans le but d'évaluer l'impact économique du objectif la crise des coronavirus et la santé financière du secteur du profit social.**

Les entreprises qui ont participé à l'enquête sont actives dans le secteur socioculturel, l'aide aux jeunes et aux personnes handicapées, les organisations sociales, les entreprises sur mesure, les soins aux familles et aux personnes âgées, l'éducation et les hôpitaux.

### **La taille de l'entreprise est un facteur déterminant**

Concernant l'impact de la crise des coronavirus, 76% des entreprises signalent une baisse des revenus, tandis que 26% signalent même une baisse drastique (plus de 75%). On peut en conclure que le caractère « non essentiel » de l'activité de l'entreprise joue un rôle important dans l'ampleur de l'impact de la crise actuelle. La grande majorité des petites entreprises (de 1 à 10 employés) exercent souvent des activités qualifiées de « non essentielles » par le gouvernement, et leurs revenus ont donc chuté plus fortement que ceux des moyennes ou grandes entreprises. Interdire l'exercice d'une activité et annuler une partie du service sont les deux principales raisons de la perte de revenus.

Concernant le chômage temporaire, 41% des entreprises interrogées ont déclaré avoir déposé une demande ou envisagé de le faire au cours du mois. Ce chiffre est également confirmé par les premières statistiques disponibles début avril, qui montrent que près de 150 000 candidatures ont été déposées dans le secteur du profit social, représentant près de 20% de l'emploi dans nos secteurs.

Lorsqu'on leur a demandé si les mesures actuelles étaient jugées suffisantes, 59% des répondants ont répondu qu'elles n'étaient pas suffisantes et ont demandé de prendre de nouvelles mesures rapidement.

Il semble que dans certains secteurs, il existe une incertitude considérable concernant les subventions et il est prévu que les subventions se poursuivent malgré la suppression partielle ou totale des activités.

De plus, 20% des entreprises signalent des problèmes de liquidité, mais seulement 5% d'entre elles considèrent une faillite probable ou très probable.

Enfin, cet instantané du début avril de l'impact économique du coronavirus confirme l'impact de la crise du coronavirus sur les entreprises à but social. L'étude montre qu'un grand nombre d'entreprises du secteur du profit social voient leurs revenus baisser de façon drastique, ce qui frappe particulièrement durement les plus petites structures. La diminution des services et produits fournis par le secteur du profit social dépendra principalement de la durée des mesures de contrôle et des mesures de déconcentration.